



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 31 octobre 2025

FOCUS : L'INCLUSION FINANCIERE DANS LES PAYS ANDINS SE RENFORCE, POUSSEE PAR LES INNOVATIONS NUMERIQUES.

Bolivie

La dette externe augmente de 13 %, et les réserves en devises s'épuisent.

Colombie

L'indice boursier colombien atteint un niveau historique, malgré une croissance modérée sur le long terme.

Le secteur du café continue de croître mais pourrait être affaibli par de nouveaux droits de douanes.

Le Conseil d'État suspend temporairement la mise en œuvre anticipée de la réforme de la santé.

La bioéconomie représente 0,13 % du PIB en 2024.

Équateur

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé la troisième revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF).

Début des négociations sur l'accord de facilitation des investissements durables UE-Équateur (SIFA).

Chute de l'indice de risque-pays après les grèves : une condition *sine qua non* pour un retour sur les marchés financiers.

Boom technologique : la crevette, « or rose » de l'Équateur prend le pas sur l'« or noir ».

Guyana

Alors que la production atteint un niveau record, l'Europe se positionne comme le premier client du pétrole guyanien.

Pérou

Le Pérou réaffirme son engagement dans le processus d'adhésion à l'OCDE dans le cadre de l'APEC 2025.

Les exportations péruviennes sont en forte croissance, notamment dans l'agro-industrie.

Suriname

Le budget 2026 cherche l'équilibre entre essor pétrolier et développement durable.

Venezuela

Le secteur bancaire se contracte en termes réels.

Le traité de partenariat stratégique et de coopération entre le Venezuela et la Russie entre en vigueur.

Les tensions entre le Venezuela et Trinité et Tobago affectent le projet gazier *Dragon*.

Focus - L'inclusion financière dans les pays andins se renforce, poussée par l'innovation numérique.

L'inclusion financière, qui consiste en l'accès et l'usage de produits financiers par la population, est en hausse mais montre encore des marges de progrès importantes. L'indice d'inclusion financière élaboré par Crédicorp, qui prend en compte (i) l'accès aux outils financiers, (ii) leur utilisation effective et (iii) la qualité perçue de ces outils, montre une progression nette sur les huit pays étudiés (Pérou, Colombie, Bolivie, Équateur, Argentine, Panama, Mexique, Chili). La notation est passée de 38,2/100 en 2021 à 48,5 en 2025. Sur les trois dimensions de l'indice, l'utilisation effective est la plus faible, avec un score de 34,1 en 2025 (contre 50,5 pour l'accès et 61 pour la qualité perçue). La part de la population détenant un compte dans une institution financière ou prestataire de service de paiement mobile reste globalement inférieure à la moyenne régionale (70,2 %) : 64,5 % en Équateur, 59,3 % au Pérou, 57 % en Colombie et 56,9 % en Bolivie. Toutefois, au Venezuela, cette part est de 87,3 %, faisant figure d'exception, probablement grâce à l'utilisation d'alternatives en *stablecoin* pour faire face à une inflation galopante et un taux de change en dépréciation constante.

Néanmoins, la place de l'argent liquide demeure encore importante dans la zone andine, notamment du fait de l'importance de l'économie informelle. Ainsi, sur les huit pays analysés par Credicorp, en volume, 87 % des achats alimentaires se réalisent en liquide alors que cet usage baisse pour les charges d'habitation (eau, électricité : 73 % en 2025 contre 88 % en 2021). En Colombie, 80 % des paiements se réalisent en liquide.

Afin de limiter l'usage de l'argent liquide, certaines autorités mettent en place un cadre réglementaire incitatif. En Équateur, la réforme fiscale de 2023 a interdit les paiements en liquide de plus de 500\$, obligeant les usagers à passer par une institution financière. Sans cela, ces paiements ne pourront plus faire l'objet de déductions fiscales bien que l'objet de la transaction y soit éligible. Cette loi doit favoriser la bancarisation de la population et lutter contre le blanchiment d'argent.

La numérisation des usages se répand, notamment portée par les portefeuilles mobiles¹ et les *fintechs*. Alors que les applications mobiles de paiement et portefeuilles mobiles ne représentaient que 7 % des paiements bancarisés en 2021 dans les huit pays étudiés, ils en représentent 22 % en 2025 (+15 points). Au Pérou et au Chili, ces taux sont particulièrement élevés avec respectivement 48 % et 30 %.

Afin de favoriser la bancarisation, la Banque centrale colombienne a créé un nouvel outil de paiement numérique, Bre-B. Grâce à cet outil, les paiements peuvent se réaliser directement de banque à banque, en utilisant une clef d'identification (numéro de téléphone, carte d'identité, etc.). Cet outil connaît un réel succès avec +90 M de clefs créées (30 M de Colombiens) et 50 M de transactions, dont le ticket moyen est de 36\$ (140 000 COP). La majorité des échanges via Bre-B se réalise entre particuliers. Néanmoins, le Ministère des finances envisage d'imposer une retenue de 1,5 % sur les transactions via Bre-B (similaire à celle déjà existante pour les paiements par carte bancaire). L'Anif (centre d'études économiques) propose, au contraire, de la supprimer pour les cartes bancaires pour favoriser la bancarisation.

¹ Application pour smartphone qui stocke de manière sécurisée les informations de cartes de paiement, de cartes de fidélité, permettant d'effectuer des paiements sans contact en magasin ou en ligne.

Bolivie

La dette externe augmente de 13 %, et les réserves en devises s'épuisent.

La dette externe de la Bolivie atteint 13,7 Md\$ (23,1 % du PIB), en hausse de 13 % depuis 2020.

Pourtant, le pays ne dispose que de 103 M USD en réserves liquides. Les autorités devront s'acquitter d'échéances de dettes de 517 M\$ en 2026 et importer pour 270 M\$ par mois de carburants.

Colombie

L'indice boursier colombien atteint un niveau historique, malgré une croissance modérée sur le long terme.

Le MSCI Colcap, principal indice de la Bourse de Valeur de Colombie (BVC), a atteint 1 991 points le 30 octobre 2025, frôlant pour la première fois les 2 000 points. En hausse de 48 % en g.a., il signe la meilleure performance d'Amérique latine et la deuxième mondiale, derrière la Corée du Sud (+53 %). Après plusieurs années d'instabilité posts-Covid, ce rebond confirme un retour de la confiance sur le marché colombien.

Cette envolée s'explique par un regain d'intérêt des investisseurs pour les marchés émergents, une baisse perçue du risque politique en vue des élections de 2026 et plusieurs restructurations d'entreprises majeures (Cibest, Argos, Sura). La diminution des taux de la FED a réduit l'attrait des placements en USD, incitant les investisseurs à se tourner vers les marchés émergents à rendement plus élevé, dont la Colombie.

La hausse de l'indice boursier colombien confirme la confiance retrouvée du marché après plusieurs années d'instabilité. Pour autant il n'a augmenté que de +1,8 % par rapport à son apogée du 4 novembre 2010 (1 942 points), illustrant une stagnation sur le long terme.

L'appréciation du Colcap actuelle, bien que fulgurante (+82 % en deux ans), traduit ainsi davantage un rattrapage post-crises qu'un changement structurel de l'économie colombienne.

Le secteur du café continue de croître mais pourrait être affaibli par de nouveaux droits de douanes.

Le secteur du café a connu une croissance de 39 % sur les neufs premiers mois de l'année (en g.a.), le café représentant désormais 11 % des exportations totales du pays et 1,5 % du PIB. Le dynamisme de ce secteur est porté par la hausse des prix internationaux du grain de café (+11,8 % sur la période en g.a.). La Colombie se maintient ainsi comme le 3^e producteur de café au monde, représentant 10 % des exportations mondiales de café (Brésil à 33 % et Vietnam à 12 %).

Le dynamisme de ce secteur reste néanmoins vulnérable à tout changement de politique commerciale. Si le café colombien bénéficie actuellement du repli de la production au Brésil et au Vietnam, du fait de conditions climatiques défavorables, et de droits de douane plus élevés (respectivement 50 % et 20 % contre 10 % en Colombie), la qualité des relations entre les autorités étatsuniennes et colombiennes font peser un risque de hausse des droits de douane (cf. [Brève 43^e semaine](#)).

La hausse des prix du café contribue à l'inflation. En septembre 2025, le prix du café dans l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 50 %, en g.a. reflet de la hausse des prix internationaux du café sur le marché local. Le café a ainsi contribué à 0,15 pp à l'inflation en septembre 2025 (inflation totale de 5,18 % par rapport à septembre 2024).

Le Conseil d'État suspend temporairement la mise en œuvre anticipée de la réforme de la santé.

Le Conseil d'État a suspendu provisoirement le décret 0858 du 30 juillet 2025, qui visait à appliquer une partie de la réforme de la santé

avant son approbation par le Parlement. Le Conseil d'État a ainsi estimé que l'exécutif a anticipé des transformations structurelles dont les discussions n'ont pas encore abouti au Sénat, qui a par ailleurs récemment exigé des clarifications budgétaires sur la viabilité de la réforme (cf. [Brèves 42^e semaine](#)).

Le décret conférait à l'Administratrice des ressources du système de santé (Adres) le contrôle de 23 Md\$ annuels et instaurait un Fonds unique de santé, destiné à centraliser la collecte et le paiement des ressources aujourd'hui gérées par les EPS (entité de promotion de santé).

Le blocage de ce décret intervient dans un contexte de crise de liquidité des EPS dont la dette a atteint 7,3 Md\$ au T1 2025, ce qui a en partie entraîné le déclassement du système de santé colombien, selon certains classement internationaux (81^e place sur 110 en 2024 selon le *Health Care Index* contre 35^e en 2021), cf. [Brèves 36^e semaine](#).

La bioéconomie ne représentait que 0,13 % du PIB en 2024.

L'institut statistique colombien (DANE) a publié les comptes de la bioéconomie, qui mesure de manière standardisée la contribution à l'économie des activités qui exploitent de manière durable les ressources biologiques. Cette approche vise à valoriser l'utilisation durable des ressources biologiques et des écosystèmes.

Les activités du secteur secondaire (industrie manufacturière et construction) représentent 76,1 % de la bioéconomie, suivies par le secteur primaire (16,9 %) et tertiaire (7,1 %). Néanmoins, les entreprises vertes associées à la bioéconomie se concentrent, en volume, sur l'agriculture et l'élevage durable (35,6 %), le tourisme durable (22,5 %) et le commerce des aliments naturels (22 %). La bioéconomie contribue ainsi au développement d'un réseau

productif ayant un impact local et communautaire.

Le secteur de la bioéconomie se consolide mais manque encore de rentabilité. Par rapport à 2023, le rendement du capital a diminué de -2,6 %. En revanche, les rémunérations des salariés ont augmenté de 12,5 %, suggérant une plus grande formalisation du travail et une hausse de la demande de talents qualifiés dans les activités scientifiques et technologiques.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	2,3%	46,4%	1991
Change USD/COP	0,0%	-12,7%	3862
Change EUR/COP	-0,8%	-7,5%	4452
Prix du baril (Brent, USD)	-1,8%	-11,4%	64,68

Équateur

Le Fonds monétaire international a approuvé la troisième revue de la Facilité élargie de crédit (EFF).

Le programme de Facilité élargie de crédit (EFF) vise l'accès à un appui budgétaire de 5 Md\$. **Cette 3^e revue permet le versement immédiat d'une tranche de 600 M\$.** Le programme, qui s'étale sur 48 mois, vise à renforcer la stabilité budgétaire, protéger les populations vulnérables, et soutenir les réformes structurelles pour une croissance durable et inclusive. Malgré un contexte difficile (insécurité et mouvements sociaux d'ampleur), **l'Équateur a respecté tous les critères quantitatifs, accru ses recettes hors pétrole et renforcé ses réserves.** Ainsi, **le gouvernement a réussi à faire passer une réforme majeure consistant à éliminer les subventions au diesel permettant des économies de 1,1 Md\$ par an.**

La croissance économique devrait reprendre (estimation du FMI à 3,2 % pour 2025) avec une inflation maîtrisée et des excédents courants importants.

Début des négociations sur l'accord de facilitation des investissements durables UE-Équateur (SIFA).

Le Comité de commerce extérieur (Comex) a autorisé, le 27 octobre 2025, l'ouverture des négociations d'un Accord de facilitation des investissements durables (SIFA) entre l'Équateur et l'Union européenne, faisant du pays le premier partenaire latino-américain engagé dans ce cadre. Inspiré du modèle signé avec l'Angola en 2024, le SIFA vise à rendre l'environnement d'investissement plus transparent et conforme aux standards ESG européens, en simplifiant les procédures administratives et en fixant des engagements environnementaux, sociaux et de gouvernance.

L'objectif est de renforcer l'attractivité du pays et de diversifier les flux d'IDE européens, en forte baisse (seulement 8,5 M\$ en 2024 contre 134 M\$ en 2023). L'accord soutiendrait les investissements dans la transition énergétique, la bioéconomie ou la mobilité urbaine durable, en lien avec les programmes européens tels que LACIF (facilité européenne d'investissements en Amérique latine et Caraïbes).

Chute de l'indice de risque-pays après les grèves : une condition *sine qua non* pour un retour sur les marchés financiers.

À la suite de la fin du mouvement indigène et après confirmation, par la ministre des Finances, du paiement des échéances de dette souveraine à venir (2026), l'indice de risque-pays a reculé de 100 points entre le 21 et le 23 octobre, pour atteindre 759 points, son plus bas niveau depuis un mois (contre plus de 2 000 points début 2024). Cette chute de l'indicateur traduit un regain de confiance des marchés dans la trajectoire budgétaire du gouvernement Noboa, qui combine réduction progressive du déficit, croissance soutenue

(+4,3 % au T2 2025) et réserves internationales record (8,3 Md\$ en septembre 2025).

L'objectif officiel est de ramener le risque-pays entre 400 et 450 points d'ici 2026, condition préalable à un retour sur les marchés obligataires internationaux, suspendu depuis 2020. Le gouvernement reste largement dépendant du financement multilatéral (FMI et BID particulièrement), qui représente 1,46 Md\$ de décaissements en 2025. Le recours futur au marché offrirait un relais au programme avec le FMI mais exige un risque-pays inférieur à 400 points, le niveau actuel se traduisant par un taux potentiel de 11,9 % à l'émission.

Boom technologique : la crevette, « or rose » de l'Équateur prend le pas sur l'or noir.

En huit ans, les exportations de crevettes de l'Équateur ont été multipliées par cinq, passant de 1,5 Md\$ en 2017 à 7,5 Md\$ en 2024, portées par une intensification technologique dans l'aquaculture. L'utilisation de l'IA, des systèmes intégrés de suivi et de capteurs connectés déployés sur les navires, ports et fermes a permis aux ventes de crevettes (5,6 Md\$) de dépasser celles de pétrole (5,3 Md\$) sur les huit premiers mois de l'année, un basculement historique pour la structure exportatrice du pays.

Le secteur de la crevette illustre la montée en gamme de l'économie équatorienne, stimulée par la Loi sur la transformation numérique (2022) et un taux de connectivité supérieur à 80 %, l'un des plus élevés d'Amérique latine. Les grandes enseignes de la distribution utilisent l'IA depuis huit ans pour optimiser stocks et logistique, leurs ventes passant de 1 Md\$ à 4,5 Md\$ depuis la pandémie. Enfin, le projet *BanEcuador-Google Workspace*, déployé en 2025 auprès de 1 000 agents, marque la modernisation numérique du secteur public et confirme la capacité technologique croissante du pays.

Guyana

Alors que la production atteint un niveau record, l'Europe se positionne comme le premier client du pétrole guyanien.

En septembre, l'Europe a importé 57% des exportations de pétrole brut guyanien (13 cargaisons sur 23), confirmant son rôle central dans la demande de pétrole brut du bloc *offshore Stabroek*, opéré par ExxonMobil. Les Pays-Bas et le Royaume-Uni (3 millions de barils chacun) arrivent en tête, suivis de l'Espagne et la Pologne (2 millions de barils chacun), puis l'Italie, l'Allemagne et la Grèce (1 millions de barils chacun).

Après l'Europe, suivent les Amériques (39 %) et de la Turquie (4 %). Cette orientation positionne le Guyana comme un fournisseur alternatif, au moment où l'UE cherche à diversifier ses approvisionnements.

La production guyanienne a atteint un record, à 740 000 barils/jour en septembre et devrait approcher 900 000 b/j fin 2025 avec la mise en production de Yellowtail en août dernier, situé dans le bloc *offshore Stabroek* à environ 200 km du littoral guyanien.

Pérou

Le Pérou réaffirme son engagement dans le processus d'adhésion à l'OCDE dans le cadre de l'APEC 2025.

Lors du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) tenu à Gyeongju, en Corée du Sud, **le Pérou a réaffirmé son engagement dans le processus d'adhésion à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).** Cette déclaration fait suite à la présentation, le 17 octobre à Paris, des avancées péruviennes en matière commerciale devant le comité du

commerce de l'OCDE. Le Pérou s'est également engagé à répondre rapidement aux consultations techniques du comité du commerce de l'OCDE concernant l'évaluation d'ouverture des marchés, une étape clef qui examine les politiques commerciales du pays candidat.

Le sommet APEC a également été l'occasion de débattre de l'approfondissement de l'intégration économique et de la facilitation du commerce dans la région. Le Pérou a signé des accords commerciaux avec 14 de ses 21 membres et, entre janvier et août 2025, a exporté vers ces marchés pour plus de 36,8 Md\$, soit une hausse de 19,5 % par rapport à l'année précédente.

Les exportations péruviennes sont en forte croissance, notamment dans l'agro-industrie.

Selon l'Association des exportateurs (ADEX), les exportations péruviennes atteindront **86,7 Md\$ en 2025, soit une augmentation de +16,5 % par rapport à 2024.** Cette dynamique favorable est tirée par les exportations de minéraux (cuivre, zinc, acier) et une croissance des exportations agroindustrielles (avocats, myrtilles, raisins). En effet, les exportations minières ont crû de +18,8 % et les exportations agroindustrielles de +16,3 % en 2025. Les agro-exportations ont ainsi atteint 8 Md\$ de ventes sur la période janvier-août 2025.

En particulier, les exportations de raisin ont battu un record, atteignant 1,9 Md\$ de ventes sur la période. Cette performance consolide la première place mondiale du Pérou dans le secteur du raisin, devant le Chili, les États-Unis et l'Italie. Ce succès s'explique à la fois par un effet volume et un effet prix : d'une part, la demande globale a augmenté et le Pérou a diversifié ses marchés, d'autre part, le raisin péruvien a atteint des prix record. D'ici 2026, les exportations globales du Pérou continueraient de croître, bien qu'à un rythme plus lent, et atteindraient 90,4 Md\$.

Suriname

Le budget 2026 cherche l'équilibre entre essor pétrolier et développement durable.

A l'occasion de la discussion budgétaire 2026, la commission permanente du pétrole, du gaz et de l'environnement de l'Assemblée nationale a tenu une réunion préliminaire avec le ministère du Pétrole, du Gaz et de l'Environnement, et les entreprises Staatsolie et TotalEnergies.

Staatsolie emploie 1175 personnes et investit dans les énergies renouvelables, notamment une centrale solaire à Saramacca. **TotalEnergies a confirmé que le projet offshore GranMorgu devrait démarrer la production en 2028**, pour un investissement total de 10,5 Md\$ et une capacité de production de 220 000 barils/jour (cf. [Brèves 43^e semaine](#)).

Le ministre du Pétrole, du Gaz et de l'Environnement Patrick Bruinings a présenté la Feuille de route Suriname 3.0, alignée sur la Stratégie de développement vert et les objectifs climatiques (NDC) qui seront soumis à la COP30 du 10 au 21 novembre à Belém (Brésil). Les autorités envisagent d'interdire le mercure et de renforcer l'Autorité nationale de l'environnement (NMA), afin d'assurer une croissance durable du secteur.

Venezuela

Le secteur bancaire se contracte en termes réels.

Le secteur bancaire vénézuélien a clôturé le mois de septembre avec 11,3 Md\$ d'actifs (2 015 Md BOL), soit une croissance mensuelle de +19,1% et une croissance annuelle de 374%. Suite à la dépréciation du Bolivar, en termes réels, l'actif bancaire s'est réduit de -1,5 % sur 12 mois.

Les banques publiques détiennent 56 % de la valeur consolidée de l'actif du système financier (Banco de Venezuela, BDV, concentre à lui seul 48 % de l'actif total fin septembre). Les principales entités bancaires sont BDV (48 %), Banesco (10 %), Provincial (8 %), Banco Nacional de Credito (6,5 %) et Mercantil (6 %)

Le traité de partenariat stratégique et de coopération entre le Venezuela et la Russie entre en vigueur.

Ce traité aura une durée de 10 ans renouvelable. **Dans le secteur des hydrocarbures, il doit permettre l'exploration et le développement de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel** et l'amélioration de la productivité des gisements exploités par les co-entreprises. Le traité doit également permettre, dans le secteur électrique, la mise en œuvre de projets conjoints de modernisation et d'extension des capacités de production et distribution.

Dans le secteur des transports, le traité prévoit la construction d'infrastructures de transport et de logistique pour le transport international de marchandises, ainsi que des investissements ferroviaires. Enfin, au niveau industriel, des investissements dans les secteurs minier, métallurgique, pharmaceutique et épidémiologique sont attendus.

A cette occasion, la création d'une infrastructure financière indépendante russo-vénézuélienne a également été annoncée.

Les tensions entre le Venezuela et Trinité et Tobago affectent le projet gazier Dragon.

En marge de tensions dans la Caraïbe, le gouvernement vénézuélien a suspendu l'accord de coopération global qu'il maintenait avec Trinité-et-Tobago pour le développement énergétique, y compris les projets gaziers communs en cours de négociation.

Dans ce cadre, le projet de gaz offshore Dragon, de 4 200 Md de pieds cubes a été suspendu. Celui-ci doit être développé par Shell et la National Gas Company of Trinidad

(NGC), laquelle avait obtenu une licence de l’OFAC étatsunienne au début du mois (cf. [Brèves semaine 42](#)).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota. jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Xavier FOUVET, Maxence MERLE, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)